



**Conseil Economique
et Social**

Distr.
GENERALE

E/CN.4/1996/SR.15/Add.1
27 septembre 1996

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME

Cinquante-deuxième session

COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA 15ème SEANCE

(DEUXIEME PARTIE)*

tenue au Palais des Nations, à Genève,
le mercredi 27 mai 1996, à 19h 15

Président : M. VERGNE SABOIA (Brésil)

SOMMAIRE

Situation des droits de l'homme au Burundi (suite)

* Le compte rendu analytique de la première partie de la séance est publié sous la cote E/CN.4/1996/SR.15.

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Les rectifications doivent être rédigées dans l'une des langues de travail. Elles doivent être présentées dans un mémorandum et être également portées sur un exemplaire du compte rendu. Il convient de les adresser, une semaine au plus tard à compter de la date du présent document, à la Section d'édition des documents officiels, bureau E.4108, Palais des Nations, Genève.

Les rectifications éventuelles aux comptes rendus des séances publiques de la présente session seront groupées dans un rectificatif unique qui sera publié peu après la clôture de la session.

SITUATION DES DROITS DE L'HOMME AU BURUNDI (point 10 de l'ordre du jour)
(suite) (E/CN.4/1996/16 et Add.1 et E/CN.4/1996/L.4)

1. M. SOTTAS (Organisation mondiale contre la torture) dit que la mission d'enquête constituée en février 1994 par des organisations indépendantes a recensé 31 436 victimes des tueries provoquées par le coup d'Etat avorté d'octobre 1993. Les autorités de Bujumbura sont certes parvenues à éviter le chaos, mais elles ont été incapables d'empêcher les tueries et le partage du pays sur la base de considérations ethniques. L'impunité qui règne au Burundi depuis trois décennies a renforcé les tensions ethniques en identifiant les auteurs des atrocités avec l'ensemble de la communauté à laquelle ils appartiennent, accentuant ainsi le clivage par ethnie. La justice a perdu, aux yeux de la majorité de la population, sa réputation d'impartialité et les justiciables s'inquiètent davantage de l'appartenance ethnique des juges auxquels ils risquent d'être déférés que de leur compétence. Mais les juges ne sauraient être tous tenus responsables de cet état de choses. Un des magistrats que M. Sottas a eu l'occasion d'interroger lors de sa mission d'enquête a été assassiné quelques jours après l'entrevue, vraisemblablement en raison du témoignage qu'il avait accepté de fournir. Dans ces conditions, la lutte contre l'impunité passe par la mise en place d'instances nationales et internationales d'enquête non impliquées dans les luttes ethno-politiques. Bien que la mission ait été en mesure de fournir aux autorités burundaises un rapport mettant clairement en évidence les responsabilités de certains auteurs de massacres, les intéressés n'ont pas encore été traduits en justice.

2. M. Sottas salue l'initiative prise par le gouvernement de créer une commission nationale indépendante des droits de l'homme. Mais la lutte contre l'impunité ne saurait à elle seule ramener le calme dans le pays. Seule une conférence diplomatique, à laquelle participeraient des puissances africaines et internationales, peut jeter les bases d'un nouveau système constitutionnel garantissant à la fois l'exercice démocratique du pouvoir par la majorité et le plein respect des droits des minorités. Une telle conférence est également souhaitée par des Burundais appartenant à différents groupes politiques et ethniques. Sur le terrain, les partisans d'une issue militaire se renforcent et s'arment, espérant contre toute logique imposer une solution par les armes. Tout retard de la part de la communauté internationale et des forces démocratiques au Burundi à instaurer un processus de négociation accroît la menace d'un nouveau génocide qui devient chaque jour plus imminente.

3. M. VITTORI (Pax Christi International) fait observer que si la Commission avait été plus attentive aux appels des ONG et à l'alarme clairement donnée un an avant le génocide par le Rapporteur spécial sur les exécutions sommaires, l'Organisation des Nations Unies aurait pu, sinon empêcher, du moins contenir le drame rwandais. Il y a de nombreuses similitudes entre les situations au Rwanda et au Burundi, y compris une peur de la domination qui conduit à vouloir dominer l'autre. Il est extrêmement important d'identifier les manipulateurs de cette peur, qui ont intérêt à s'opposer au rétablissement de la paix et de la sécurité. Il peut s'agir d'aventuriers politiques, de chefs de bandes armées ou de l'armée elle-même, qui est contrôlée par les Tutsis, comme celle du Rwanda l'était par les Hutus.

4. La paix civile pourrait revenir au Burundi si l'armée se mettait sans équivoque au service de la démocratie. Une autre possibilité ne nécessitant pas l'envoi d'une force d'intervention de l'ONU, mesure qui se heurte à une forte opposition, consisterait à mettre à la disposition du Gouvernement burundais un contingent international de conseillers et d'observateurs qui auraient pour mandat à la fois d'enseigner les obligations découlant des Conventions de Genève, notamment en matière de protection des populations civiles en période de conflit, et d'accompagner les unités d'intervention sur le terrain. Cela permettrait peut-être de limiter les massacres présumés dont a fait mention le Rapporteur spécial, qui a été surpris qu'il n'y ait pas eu de prisonniers à la suite des opérations militaires. Il faut en outre redonner de la crédibilité à l'appareil judiciaire en facilitant d'abord le travail de la Commission internationale chargée d'enquêter sur la situation au Burundi. Celle-ci devrait donner suite aux recommandations du Rapporteur spécial. Les organisations locales ont elles aussi un rôle important à jouer mais ce rôle est souvent sous-estimé et, en tout cas, ne bénéficie pas d'un appui suffisant. Qui plus est, les meilleures initiatives de l'ONU sont trop souvent obérées par les intérêts des Etats et seront sans effets positifs sur les populations concernées si elles ne sont pas en symbiose avec les activités des ONG.

5. M. DIENG (Commission internationale de juristes) note que le drame burundais est, sans nul doute, la conséquence des stratégies d'un certain nombre d'acteurs politiques qui jouent délibérément sur la peur collective pour "mobiliser" les peuples et faire passer l'identité ethnique avant toute autre forme d'appartenance et de solidarité sociales. Malgré les récentes initiatives du gouvernement pour promouvoir la paix, il est encore difficile de canaliser et d'endiguer les tensions interethniques sous-jacentes au Burundi. La communauté internationale doit assumer ses responsabilités vis-à-vis d'un pays aux portes de l'enfer, si elle ne veut pas devenir le spectateur passif et coupable de ce que le Rapporteur spécial a qualifié de "génocide au compte-gouttes".

6. Il faut, certes, déployer des observateurs des droits de l'homme, mais leur présence n'aura aucune incidence si la question de leur sécurité n'est pas réglée au préalable. Pour l'heure, comme l'a fait observer le Rapporteur spécial, il n'est pas nécessaire d'employer la force pour faire cesser les massacres, même s'il est vrai que dans certaines situations désespérées, le recours à la force devient le seul moyen de libérer les victimes des griffes du conflit. Il ne faut pas hésiter à agir avec détermination lorsqu'on a le droit avec soi. La communauté internationale doit appuyer les recommandations du Rapporteur spécial sur la situation au Burundi et du Rapporteur spécial sur les exécutions sommaires et déployer des équipes militaires de maintien de la paix aux côtés des observateurs des droits de l'homme, car ces derniers ont besoin d'une protection.

7. M. MBUYA (Amnesty International) fait remarquer que le projet de résolution relatif au Burundi (E/CN.4/1996/L.4) ne rend pas compte de la gravité de la situation ni la nécessité d'une intervention décisive urgente de la Commission pour éviter que les choses ne dégénèrent encore plus. L'impunité entretient le cycle de la violence au Burundi et la grave situation que connaît ce pays dans le domaine des droits de l'homme, et l'appareil judiciaire doit être l'élément clé des efforts visant à combattre ce

phénomène. Mais, étant dominé par les Tutsis, le judiciaire n'est pas impartial et n'a pas la confiance de la majorité de la population hutue. Bien que des personnes appartenant aux deux communautés aient commis des violations des droits de l'homme, la vaste majorité des 5 600 personnes détenues pour participation présumée aux actes de violence sont des Hutus. Les groupes armés tutsis et hutus continuent de perpétrer des massacres motivés par des considérations politiques et certains massacres commis par des groupes armés tutsis l'ont été avec l'aval des forces gouvernementales ou de concert avec elles. Des personnes arrêtées par ces forces ont "disparu" pendant qu'elles étaient en garde à vue et le décès de certaines d'entre elles a été depuis lors confirmé. Des détenus se sont vu refuser la possibilité de contester la validité des motifs de leur arrestation et de leur détention, et bon nombre de personnes arrêtées et détenues ont été systématiquement torturées et brutalisées, souvent pendant qu'elles étaient gardées à vue par les forces de sécurité, comme la brigade spéciale de recherche, une subdivision de la gendarmerie nationale, à Bujumbura. Ces derniers mois, il y a eu aussi une augmentation du nombre d'exécutions arbitraires de détenus par des membres des forces de sécurité. A la connaissance d'Amnesty International, les autorités burundaises n'ont pris aucune mesure contre les responsables.

8. M. Mbuya se félicite de la création de la Commission d'enquête mais note avec une vive préoccupation qu'elle n'est pas en mesure de s'acquitter convenablement de son mandat parce qu'elle ne dispose pas des ressources ou de l'appui et de la protection politiques nécessaires. Amnesty International a fait campagne pour l'envoi sur le terrain d'observateurs des droits de l'homme. Il y a de graves problèmes de sécurité dans tout le pays, y compris à Bujumbura. Néanmoins, les cinq observateurs des droits de l'homme, dont la mission est financée par l'Union européenne, accompliraient un travail utile s'ils pouvaient recueillir des témoignages de première main sur les violations des droits de l'homme et examiner des cas concrets avec les autorités et si leur action faisait périodiquement l'objet de rapports publics. Cela dit, de toute évidence cinq observateurs ne sont pas suffisants. Dès que les conditions de sécurité le permettront, d'autres observateurs devraient être déployés à travers le pays. Compte tenu de la situation sur le plan de la sécurité, le Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme devrait s'assurer en permanence que les observateurs sont capables de faire efficacement leur travail. Tout élargissement de l'opération devrait être précédé d'une évaluation approfondie des conditions sur le terrain, des possibilités d'envoyer d'autres observateurs et du mandat à remplir.
Projet de résolution sur la situation des droits de l'homme au Burundi
(E/CN.4/1996/L.4)

9. M. MBA ALLO (Gabon), présentant le projet de résolution au nom du Groupe des Etats africains et des autres auteurs, dit que dans l'avant-dernier paragraphe du préambule, le mot "la société" doit être remplacé par "le processus de réconciliation", de façon que le paragraphe se lise comme suit :

"Reconnaissant le rôle important des femmes dans le processus de réconciliation et exhortant le gouvernement à améliorer leurs conditions de vie".

10. M. MÖLLER (Secrétaire de la Commission) annonce que les délégations des pays suivants se sont jointes aux auteurs du projet de résolution : Allemagne, Argentine, Australie, Autriche, Belgique, Brésil, Canada, Chili, Danemark, El Salvador, Equateur, Espagne, Etats-Unis d'Amérique, Finlande, France, Grèce, Irlande, Islande, Italie, Japon, Luxembourg, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Pérou, Portugal, Royaume-Uni, Suède et Suisse.

11. Le PRESIDENT dit que s'il n'y a pas d'objection, il considérera que la Commission souhaite adopter le projet de résolution, tel qu'il a été modifié, sans procéder à un vote.

12. Il en est ainsi décidé.

13. M. MÖLLER (Secrétaire de la Commission), répondant à une question posée par les Etats-Unis, signale, à propos des incidences de la résolution sur le budget-programme, que s'agissant des demandes formulées aux paragraphes 22 et 23, les dépenses relatives au Bureau du Centre pour les droits de l'homme au Burundi devraient être financées par des ressources extrabudgétaires. Un nouveau fonds de contributions volontaires a été récemment créé pour recueillir des contributions à cet effet. De même, les ressources nécessaires pour le programme d'assistance technique dans le domaine des droits de l'homme dont il est question au paragraphe 24, seraient en principe financées par le Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour la coopération technique dans le domaine des droits de l'homme. Enfin, les ressources nécessaires pour le renouvellement du mandat du Rapporteur spécial pour un an au titre du paragraphe 25 seraient financées au moyen des crédits ouverts au titre du chapitre 21 (droits de l'homme) du budget-programme de 1996-1997. En conséquence, aucun montant additionnel n'est requis au titre de ce chapitre.

La séance est levée à 19 h 55.
